

Le gigantesque dialogue civil

L'élection de François Hollande clôt le quinquennat de Nicolas Sarkozy, catastrophique au regard des droits et libertés publiques. Mais elle ne répond pas d'un avenir suspendu au résultat des législatives, et à la capacité du futur gouvernement de galvaniser sur ses politiques de changement.

Pierre TARTAKOWSKY, président de la LDH

AU SOMMAIRE

► **Démocratie**
Le gigantesque dialogue civil nécessaire

Pierre Tartakowsky **10**

► **Economie sociale**
Nous, héritiers de Charles Gide...

Dominique Guibert,
Ewa Maczka,
LDH Uzès **13**

► **Droit d'asile**
Ailleurs et ici, le droit d'asile bafoué

Michel Zumkir **16**

► **Citoyenneté**
Au-delà de la route, un certain vivre ensemble

Fédération française des motards en colère **18**

► **Démocratie**
La société des égaux

Michel Savy
Dominique Guibert **20**

► **Droit pénal**
La « dangerosité », un concept pas si nouveau

Jean-Claude Vitran **23**

► **Histoire**
Algérie : la nécessaire reconnaissance du passé colonial

Gilles Manceron **26**

Au soir du dimanche 6 mai 2012, tandis que certains riaient à la Bastille et d'autres éructaient à la Mutualité, Claude Guéant conservait son célèbre sang froid. Le ministre de l'Intérieur faisait publier un décret de la loi Loppsi 2, fusionnant le Stic policier (système de traitement des infractions constatées) avec le Judex de la gendarmerie (système judiciaire de documentation et d'exploitation). Le bras droit - c'est le cas de le dire - de l'ex-président de la République constituait ainsi un gigantesque fichier désignant pèle-mêle les personnes soupçonnées et leurs victimes, riche d'un taux d'erreur inquiétant et, de surcroît, couplé à un dispositif de reconnaissance faciale permettant d'exploiter les visages captés par vidéosurveillance. Il sera également possible, ainsi que l'a fait remarquer la Cnil, de collecter les données liées aux « origines raciales ou ethniques » et aux opinions politiques, syndicales, philosophiques et religieuses, de même que des données relatives à la santé et à la vie sexuelle.

Deux jours plus tard, le même créait, par décret, un fichier d'analyse sérielle, lequel permettra d'aspirer, de comparer et d'exploiter, dans un seul fichier, tout l'environnement d'une infraction, à condition qu'elle soit punie d'au moins cinq ans d'em-

prisonnement. Ce fichier pourra être alimenté par les appels téléphoniques, les « logs » (les traces de l'exécution d'un programme) et toutes activités sur les réseaux sociaux comme Facebook ou Twitter, dans le périmètre de l'infraction...

Le départ de Guéant et consorts sonne ainsi, paradoxalement, la revanche d'Edvige, de funeste mémoire.

La gestion d'un héritage électoral lourd...

Au-delà du côté angoissant devant la constitution, pièce après pièce, d'une société de transparence et d'intrusion, que la généralisation des systèmes « Cloud »⁽¹⁾ ne fera que rendre toujours plus immaîtrisable, l'information donne aussi la mesure de l'état de dégradation dans lequel la droite sarkozienne laisse le pays. Certes, les Français ont tourné la page. Et le soupir de soulagement qui a traversé la France entière donne la mesure de la détestation dont l'ex-Président était à la fois la cause et la cible. Sa défaite clôt un quinquennat tissé d'outrances, d'indignités, de scandales. Elle sanctionne également un train de décisions et de comportements fondamentalement étrangers aux valeurs d'égalité et de fraternité qui caractérisent la République. Bonne nouvelle, donc, comme le taux élevé de participation en

est une. Malgré la « pédagogie grecque » martelant que les élections ne sont rien face aux marchés, les électrices et électeurs ont refusé de se cantonner au rôle de consommateurs.

Au-delà de ces motifs de satisfaction - qui sont aussi des motifs d'espoir -, le paysage politique français offre de sérieux sujets de préoccupation. L'héritage législatif et administratif est lourd, comme en atteste les deux dernières décisions de monsieur Guéant rappelées plus haut: la Loppsi, le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (Ceseda)... L'héritage électoral l'est encore davantage, tant il est riche de dérives morales et humanistes. On n'aura pas ici la naïveté de faire au candidat battu le reproche de ses mensonges à répétition, tant ils semblent indissolublement liés à sa personnalité, élogieusement rebaptisée, par une bizarrie sémantique, de « combative ». On pense plutôt ici à l'impact effroyable de la stratégie adoptée dans l'entre-deux tours.

Parti en campagne sur une imposture aux relents populistes, le candidat antisystème Nicolas Sarkozy a choisi d'alimenter une vision d'un monde binaire, partagé entre un « nous » décrété et un « eux » indistinct - le fameux système -, qui englobe dans un amalgame aussi flou que dénonciateur les médias, les banques,

nécessaire

Une droite qui bascule du côté de l'outrance xénophobe et dont le score reste haut, un FN triomphant en ses thèmes et en bonne posture politique... Une telle situation invite à tempérer tout enthousiasme consécutif à la victoire électorale.



© MARTIN HÉRON

les fonctionnaires, les étrangers... Tous profiteurs supposés ne pas être à «notre» image. Cette posture, désastreuse sur l'exercice de la démocratie, alimente la réactivité plus que l'analyse, la rancœur plus que l'esprit de justice sociale, la défiance plus que la confrontation, l'exclusion plus que le contrat social. Elle sort tout droit du magasin des accessoires idéologiques du Front national. Il est des habits qu'on ne revêt pas impunément. La logique de cette position l'a lancé dans une escalade jalonnée par le «*vrai travail*», trouvaille que le candidat n'a pu soutenir longtemps – «*non, j'ai voulu dire vraie fête du travail*», mais qui lui a permis d'organiser une sorte de contre-manifestation du 1^{er} Mai, portant ainsi à un niveau rarement atteint la mise en scène de la confrontation de sa famille politique avec la représentation sociale.

Ce parti pris clivant s'est également traduit par des mises en

cause répétées des «corps intermédiaires», et d'attaques d'une violence inouïe – sans précédent à vrai dire – contre les organisations syndicales. Accablées de tous les maux, celles-ci se sont vu accuser de rien moins que travailler contre la France, et publiquement sommées «*d'abandonner le drapeau rouge*». Le thème de l'«anti-France» aura d'ailleurs été présent jusque dans le discours d'adieu de la Mutualité, Nicolas Sarkozy impliquant que les adversaires de l'UMP, eux, «*n'aimaient pas la France*».

Tout est possible, ce qui n'exclut pas le pire

Le résultat le plus clair de ce choix stratégique, c'est un Front national à 18%. On ne peut pourtant pas parler d'échec car, et c'est bien le pire, le score du candidat sortant est loin d'être désastreux. Il aurait dû être sanctionné, il n'a été que distancé.

Consacrée «*compatible avec la*

République» par celui qui eut à charge d'en être le garant, Marine Le Pen sort du scrutin présidentiel en situation d'hégémonie intellectuelle à droite et, par voie de conséquence, avec une formidable capacité de nuisance pour la campagne législative et bien au-delà. Car la mutation qu'elle a engagée pour faire du vieux FN un parti politique de nature solidaire n'a pas fini de bouleverser le paysage politique français, pour le pire.

Une droite qui bascule du côté de l'outrance xénophobe et dont le score reste haut, un FN triomphant en ses thèmes et en bonne posture politique... Une telle situation invite à tempérer tout enthousiasme consécutif à la victoire électorale. Face à cette situation, ce n'est pas cultiver la morosité que de constater que la victoire de François Hollande est courte. Donc fragile.

Le résultat des législatives – dont la campagne commence à peine

(1) Système d'exploitation basé sur un navigateur web.

au moment où nous écrivons ces lignes – constituera un élément décisif pour déterminer qui, de fait, va gouverner la France. Quelle majorité, quelles alliances, quel exécutif? Pour l'heure, rien n'est acquis, tout est possible. Y compris le moins souhaitable, c'est-à-dire une configuration qui paralyserait les réformes indispensables à la remise en route d'une République sociale et généreuse.

Or les défis sont immenses. Celui de l'austérité, d'abord. Certes, les vents qui balayent le monde ont tourné, et des mots comme croissance ou reprise semblent n'être plus considérés comme des insanités à Washington, Bonn ou Londres. Encore faut-il avoir la volonté et les moyens de transformer ces vents fragiles en énergies sociales, en décisions politiques. L'exécutif français trouvera-t-il des relais, des appuis en Europe, pour progresser dans cette voie? Saura-t-il, aura-t-il les moyens d'engager en France des politiques de rupture d'avec un passé encore trop présent? Là encore, tout est possible, ce qui n'exclut pas le pire.

Le besoin d'une démocratie active

Le logiciel de la xénophobie exerce ses ravages bien au-delà des rangs de la droite. Il est, de fait, profondément enraciné dans le débat public et, comme le nuage de Tchernobyl, ignore les frontières pour contaminer à tout vent. Face à des peurs alimentées par la globalisation, alors même que les panacées néolibérales apparaissent clairement pour ce qu'elles sont – des machines à catastrophes, sans que des alternatives solidaires émergent clairement –, il faut sans doute s'atteler à nouveau à un immense travail de pédagogie sociale. Face à la désignation d'adversaires irréductibles à la « civilisation » ou à la « république », il faut, une fois de plus, décliner dans les réalités économiques et sociales l'effecti-

Face au challenge immense porté par la crise financière et économique, face au racisme qui travaille la conscience collective, il faut s'appuyer sur ce que porte de meilleur la société française. Sa dimension civile en fait partie.

vité des droits fondamentaux et de la devise républicaine. Trois décennies d'un néolibéralisme sauvage ont ramené les notions de liberté, d'égalité et fraternité au rang de chefs d'œuvre en péril. Il s'agit maintenant d'en entreprendre la réhabilitation.

Pour s'extirper de cette fange, élaborer des approches raisonnables et raisonnées, lever haut le drapeau de l'égalité et en faire vivre les valeurs, une victoire électorale ne saurait suffire. Il y faut des suites, concrètes et clairement identifiées, inscrites dans une volonté et un calendrier. Il y faut surtout une dynamique populaire, un vent de démocratie active, un foisonnement de propositions pour la nourrir.

Voilà l'agenda politique dans lequel la Ligue des droits de l'Homme inscrit son activité dans les temps à venir. Sans presse excessive, en bannissant tout attentisme. La défense des droits et des libertés reste en effet à l'ordre du jour, et n'est pas moins exigeante aujourd'hui qu'elle ne le fut hier.

L'urgence est de rompre avec le logiciel de la peur: peur du déclassement social, peur d'un autre étrange et concurrent, peur de se retrouver expulsé, effectivement ou symboliquement, peur d'un monde en mouvements, peur, enfin, de ne plus compter comme une personne dans la sphère publique.

Faire vivre les idées et les énergies

Cela appelle évidemment des décisions qui renouent avec une culture politique de la solidarité, avec la défense de l'intérêt général, avec l'esprit de service public, avec, enfin, l'idée que le monde est un, fini et solidaire. Qu'il est donc dangereux de vouloir s'y aménager, envers et contre tous, une sorte d'abri barbelé.

Mais cela appelle surtout la libération des idées, paroles, initiatives, dont les profondeurs de la société française sont grosses. Les

conditions existent en France pour que s'engage un dialogue civil – pendant du nécessaire dialogue social – d'une grande richesse et d'une grande qualité. Tout au long de la campagne présidentielle, la société civile a fait montrer des trésors qu'elle peut offrir à l'enrichissement de la démocratie. Qu'il s'agisse de nos institutions, de notre système de soins, de notre capacité collective à l'accueil, des conditions de notre sécurité, les propositions fourmillent, portées par des pactes, plates-formes, alliances et autres rencontres construites sur des convergences d'expertises.

Le gouvernement saura-t-il, voudra-t-il y faire appel, entamer un gigantesque débat pour enrichir la démocratie, galvaniser et construire non pas pour la France, mais avec elle? C'est en tout cas notre souhait. Car face au challenge immense porté par la crise financière et économique, face aux relents de racisme qui travaillent la conscience collective, il faut s'appuyer sur ce que porte de meilleur la société française. Sa dimension civile en fait partie. A défaut, et si la température devait l'emporter, on renouerait avec les ingrédients politiques qui ont fait le succès du FN: une défiance renforcée vis-à-vis de la représentation politique, un épuisement démocratique... Un quinquennat passe vite.

Ce défi n'est donc pas lancé qu'à la sphère politique, mais à la société française tout entière. A elle de s'y impliquer, dans une démarche collective, créatrice. Les idées sont là, à disposition. Les énergies également, et, plus important encore, l'envie. A condition que chacune, chacun soit considéré sur un pied d'égalité, exalté dans ses droits, ses libertés et ses responsabilités, qui sont la base de notre contrat social et les garants d'un vivre ensemble qui contribue à finir la République. ●